



**HAL**  
open science

## “L’Amazonie du travail dissimulé”

Gaëlle Lebeau

► **To cite this version:**

Gaëlle Lebeau. “L’Amazonie du travail dissimulé”. Lemag’ - La revue numérique de la Fondation de l’Université de Guyane Edition n°7 - septembre 2022, 2022, pp.25-27. hal-04571258

**HAL Id: hal-04571258**

**<https://hal.science/hal-04571258>**

Submitted on 7 May 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

# « L'AMAZONIE DU TRAVAIL DISSIMULÉ »

**En Guyane, une personne sur deux travaille aujourd'hui sans être déclarée. Et pour l'immense majorité de ces personnes, il s'agit de leur seul emploi. Dans ce territoire, où les clandestins représentent quelque 4,4% de la population, le travail dissimulé est presque la règle ! Dans sa thèse de doctorat, commencée en 2020, Gaëlle Lebeau analyse les phénomènes économiques et sociétaux qui le favorisent.**

Gaëlle Lebeau

En Guyane, le travail dissimulé, plus communément appelé « travail au noir », est omniprésent et l'informalité, reconnue et normale. Et ce, d'autant plus que ses frontières, à l'est comme à l'ouest, ne sont pas hermétiques. Plusieurs constats s'imposent aujourd'hui. Tout d'abord, ce travail informel pallie un manque du secteur formel, en particulier dans les domaines du bâtiment, du petit commerce, du service à la personne et de l'artisanat. Cela explique la tolérance face à cette pratique, qui en devient quasiment une norme admise. Et l'absence de moyens adéquats ne permet pas de lutter efficacement contre. Enfin, tout comme le secteur formel, le secteur informel connaît des inégalités à l'employabilité sectorielles, générationnelles et culturelles.

## Du besoin constaté à l'acceptation commune du travail informel

La carence d'une armature commerciale suffisamment développée dans les zones transfrontalières fait émerger le travail informel, lequel répond aux besoins de la population. Les contraintes spécifiques d'installation des entreprises privées et publiques en Guyane ainsi que l'impact effectif des politiques publiques sur ces entreprises expliquent qu'il est bien plus facile par moment d'exercer dans l'informalité que l'inverse. Les acteurs économiques privés, notamment dans le commerce, sont directement touchés par l'économie informelle. Les structures interrogées sont parfaitement conscientes d'être concurrencées par l'économie informelle.

### Le saviez-vous ?

L'origine de l'expression « travail au noir » remonte au Moyen Âge. À cette époque tous les travaux devaient se faire qu'à la lumière du jour. Mais certains seigneurs exigeaient des serfs qu'ils poursuivent leur labeur après la tombée de la nuit, « au noir ». L'expression a ensuite été étendue à toute activité rémunérée exécutée illégalement, de nuit comme de jour.

## Cette population immigrée « au chômage »

Dans les terres de l'intérieur et aux alentours du Maroni, la pression théorique de la demande de travail est aussi faible que la population qui y est présente. Beaucoup plus attachée aux coutumes, son mode de vie y est très différent de celui des populations littorales. L'économie urbaine et toutes les notions liées à l'emploi sont de fait reléguées au second rang après l'économie « normale », informelle. Celle-ci permet donc également l'imbrication entre la modernité et la tradition. Le secteur tertiaire, qui représente plus de 72 % des actifs, est particulièrement dépendant de la fonction publique et renvoie le secteur primaire et secondaire au marché informel. Cette situation remet en cause la croyance populaire selon laquelle les immigrants impactent négativement le marché de l'emploi du pays d'accueil. Le fait que le secteur tertiaire soit dominant impose un certain niveau de capital humain essentiellement détenu par la population autochtone et métropolitaine. Il n'a donc aucune incidence sur l'évolution des salaires ou la possibilité d'emploi. Cette population immigrée « au chômage », à l'œuvre dans l'économie informelle, est officiellement exclue du système productif français, tout en étant parfaitement intégrée au système productif local. Le droit français concernant l'immigration et le travail n'est en quelque sorte qu'une seconde couche de l'économie guyanaise, à peine plus importante.

## De l'informalité à la précarité

En Guyane, comme ailleurs, les immigrants peuvent parfois passer de l'informalité à la précarité, ce qui permet un premier accès aux droits. Les salariés immigrés précaires et minoritaires sont souvent dans une situation d'attente plus ou moins latente, pour accéder au statut. Cette transition est permise par les mesures publiques françaises visant à encourager la déclaration de l'emploi. Cependant, ce changement officiel de statut ne se détache pas de l'emploi salarial typiquement dégradé et associé à la pauvreté laborieuse. En effet, employer un im-



migré présente plusieurs avantages incontestables comme la dépendance, la disponibilité, la flexibilité de l'employé qui permet à l'employeur une maîtrise souvent entière de cette force de travail conduisant à une certaine prolétarianisation de cette catégorie de travailleurs. C'est pourquoi certains immigrants demeurent parfois volontairement dans l'informalité, d'autant plus que les pratiques de contournement des règles restent nombreuses et accessibles. Ce mouvement est significatif des tensions qui caractérisent les dynamiques de précarisation et d'informalisation. Pour une majorité d'entre eux, ce n'est pas tant le refus de se ranger dans le cadre légal que la conséquence d'une impossibilité pratique.

La réelle frontière entre le Suriname et la Guyane française se trouve à Iracoubo. Les espaces frontaliers sont difficilement contrôlables tant au niveau des flux de personnes que des flux commerciaux. Les traversées sont d'ailleurs nombreuses et visibles. Ceci dit, il est facile de comprendre la tolérance et le « laxisme » envers l'économie informelle qui règnent dans l'Ouest Guyanais. Ce n'est pas une absence de volonté mais un essoufflement et un manque de moyens (financiers) qui mène à cette situation. La Gendarmerie et la Police aux Frontières se concentrent avec les moyens qui leur sont attribués sur les activités illicites et dangereuses en limitant les procédures longues et coûteuses qui n'aboutissent pas à une meilleure gestion de la frontière.

## Des inégalités différentes

Des inégalités se retrouvent dans le secteur informel. La première réside dans l'appartenance ethnique des travailleurs informels, ce qui est interdit dans le droit français. Les différentes communautés présentes en Guyane (amérindienne, noir-marron, créole, hmong, européenne, etc.) possèdent des spécificités reconnues sur le marché du travail. Les Hmongs sont ainsi reconnus pour l'agriculture, les Brésiliens pour la construction. Les inférences transposent les traits de personnalité de ces dernières, directement aux caractéristiques productives. Ce qui influe sur le taux et le secteur d'activité et également sur la rémunération de chaque groupe ethnique. L'activité de pré-

### Stratégie de recherche

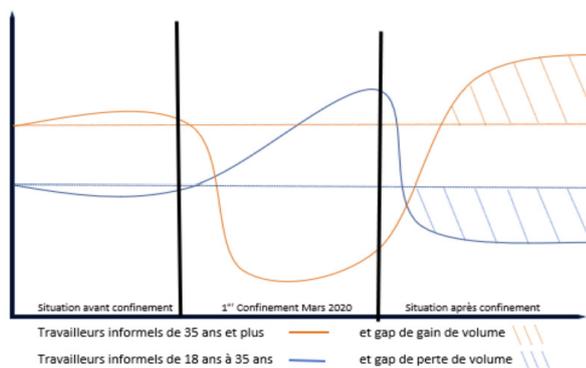
La stratégie de recherche suivie dans le cadre de cette étude sur le travail informel est à la fois inductive et déductive. En partant d'une approche empirico-inductive, c'est-à-dire de faits, de données brutes réelles et observables, sur une partie du territoire (notamment l'Ouest), il a été possible d'élaborer des hypothèses pour ensuite effectuer une démarche hypothético-déductive, et vérifier les hypothèses à l'échelle de la Guyane tout entière. Les moyens mis en œuvre sont essentiellement des recherches sur le terrain avec des observations, des entretiens et des questionnaires, ainsi que des enquêtes auprès de la population cible et de certains organismes de la région. Avoir une base de données est importante pour assurer une analyse quantitative et pour pouvoir justifier grâce aux entretiens et aux interviews d'arguments qualitatifs multiples.

dilection des Brésiliens reste le BTP. Certains voient leur employabilité favorisée, leur productivité étant jugée forte, et bénéficient d'un secteur d'activité réservé. Mais d'autres peinent à trouver un travail justement en raison de ces préjugés, et sont victimes de discrimination à l'embauche comme sur le salaire. On confiera difficilement un chantier à un immigrant libanais, préférant lui laisser le commerce du textile. Pour une productivité effective identique entre deux travailleurs, leurs opportunités d'emploi ne sont pas les mêmes.

Si le secteur informel s'attarde moins sur le niveau de formation et sur les diplômes acquis que le secteur formel, il n'en reste pas moins regardant concernant l'expérience professionnelle. Cette dernière favorise l'employabilité et atteste de la productivité. Elle n'est cependant pas souvent effective mais plutôt potentielle ou estimée concernant ces travailleurs puisque difficilement vérifiable. Un employeur formel sera bien plus attentif aux preuves d'expériences qu'un employeur informel qui sera moins dans la vérification et plus dans la confiance du réseau social lui ayant permis d'entrer en contact avec le travailleur.

## Les effets du confinement sur les habitudes du travail informel

Graph.1 : Evolution du volume de travail selon le groupe d'âge



Source : graphique établi à partir d'enquêtes de terrain par l'auteur.

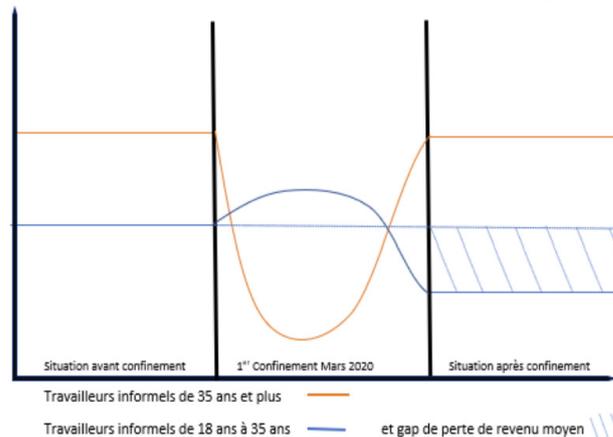
La preuve d'expérience professionnelle antérieure officielle arrive en extra.

D'ailleurs, l'expérience professionnelle est parfois maladroitement assimilée à l'âge de l'individu en fonction de l'âge légal permettant de travailler. La conséquence directe de ce traitement différencié et générationnel entre les travailleurs de différentes tranches d'âge constitue donc une troisième inégalité. Car non seulement l'âge influe sur l'employabilité, mais également sur l'écart de revenu perçu entre les individus. En effet, les emplois à forte valeur ajoutée étant confiés aux moins jeunes (plus de 35 ans), ces derniers se retrouvent avec un meilleur revenu que les plus jeunes à qui sont confiées les tâches à plus faible valeur ajoutée.

## Travail informel et Covid-19

Le marché du travail informel a connu des perturbations à la suite de la crise sanitaire que nous avons connue et des confinements associés. Les personnes de plus de 35 ans ont eu beaucoup plus de mal que les plus jeunes à exercer leurs activités informelles. Pourtant, une fois de plus, les plus âgés sont parvenus à dégager un revenu annuel supérieur aux plus jeunes. Ces derniers se sont tournés de plus en plus vers des emplois formels ou des formations plus longues. Cela a pour conséquence de rendre leur travail au noir très ponctuel avec un objectif autre que la subsistance. Ils sont également ceux qui cumulent

Graph.2 : Evolution des revenus moyens informels selon le groupe d'âge



Source : graphique établi à partir d'enquêtes de terrain par l'auteur.

le plus les deux types d'emplois (formel et informel). Lorsqu'ils s'adonnent à un travail dissimulé, ils travaillent seuls sur des tâches demandant peu d'expérience (comme dans le service à la personne), alors que les plus de 35 ans ont davantage l'habitude de travailler à plusieurs et/ou sur des tâches nécessitant plus d'expérience (le BTP par exemple).

En conclusion, le taux important de travailleurs informels chez les migrants, qu'ils soient dans la légalité (officiellement sur le territoire) ou non, est en grande partie due aux politiques migratoires et au long parcours d'accès aux droits, notamment pour les demandes d'asile et de titre de séjour. En outre, force est de constater que l'économie informelle pallie l'absence d'économie formelle, dans le secteur privé comme public. Ce qui contribue aussi à l'omniprésence du travail informel en Guyane. Enfin, la généralisation du travail informel aux frontières s'inscrit dans une logique entre une logique de survie et de profit. Et il est facile de comprendre la tolérance et le « laxisme » envers l'économie informelle qui y règne. La lutte contre celle-ci doit passer par le développement économique du territoire et une revisite des politiques migratoires.



Titulaire d'un Master, en École de commerce, **Gaëlle LEBEAU** a d'abord été chargée de développement dans différentes grandes entreprises de distribution spécialisées françaises. En 2018, elle décide de quitter le secteur privé pour venir enseigner en Guyane les techniques de vente, le marketing et la gestion et poursuivre en parallèle des études universitaires. Actuellement doctorante en sciences économiques au sein du laboratoire BETA EMADD BIO MINEA-EA 7485, à l'Université de Guyane, sa thèse a pour sujet : « L'Amazonie du travail dissimulé : déséquilibre de développement et régulation par les politiques publiques en Guyane française. »